

Département de la Drôme

COMMUNE DE CHABEUIL



Révision du Plan Local d'Urbanisme

Pièce n° 8 :

8.1. – Note des Annexes Sanitaires

Octobre 2004

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : ALIMENTATION EN EAU POTABLE

1. La situation actuelle
2. Les incidences de la révision du PLU

CHAPITRE 2 : DESSERTE EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF

1. La situation actuelle
2. Les incidences de la révision du PLU

CHAPITRE 3 : COLLECTE ET ELIMINATION DES DECHETS

1. Les ordures ménagères
2. La déchetterie intercommunale
3. Le tri sélectif
4. L'urbanisation du PLU et les services

Dans le cadre de la réunion du Plan d'Occupation des Sols de CHABEUIL et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme selon les dispositions des lois Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 et Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, une note de présentation des annexes sanitaires a été établie.

Elle concerne successivement :

- *l'alimentation de la commune de CHABEUIL en eau potable,*
- *la desserte en assainissement,*
- *la collecte et le traitement des déchets.*

CHAPITRE 1 – ALIMENTATION EN EAU POTABLE

1. LA SITUATION ACTUELLE

1.1 Les ressources

La commune de CHABEUIL est alimentée en eau potable grâce aux ressources des stations de pompage des Petits Eynards, de Bayanne (sur la commune d'Alixan), de captages situés sur la commune de Saint-Didier-de-Charpey et d'un forage dans la nappe situé aux abords du réservoir pilote du quartier des Bayardières à Montelier. Par ailleurs, un surplus provenant de la commune de Peyrus a été dirigé vers un réservoir situé au quartier du Serre.

L'eau est de bonne qualité et satisfait aux exigences de potabilité, de multiples contrôles étant régulièrement effectués.

La production annuelle : à titre indicatif et de point de référence, la production annuelle d'eau pour l'exercice 2003 a été de 1.334.869 m³ auxquels il faut ajouter un achat de 776.099 m³ à la commune de Peyrus.

1.2 La consommation

En l'an 2000, à CHABEUIL, il y avait 2.615 abonnés au réseau d'eau potable pour une population de 5.974 habitants.

La consommation annuelle totale était de 306.655 m³, soit une consommation moyenne par abonné de 117,27 m³ légèrement inférieure de 7,40 % à la moyenne de l'ensemble du Syndicat (126 m³).

1.3 Les réseaux (pour le détail : cf cartes des réseaux d'eau)

- C'est le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Plaine de Valence qui assure l'exploitation du service des eaux ; le siège du syndicat est à Saint-Marcel-les-Valence. Ce syndicat auquel appartient donc CHABEUIL regroupe également Alixan, Bourg-de-Péage, Bourg-lès-Valence, Châteauneuf-sur-Isère, Malissard, Montelier et Saint-Marcel-les-Valence.
- La distribution d'eau potable est assurée sur l'ensemble du territoire communal avec un réseau structurant de bonne qualité surtout pour la partie agglomérée ; des antennes complémentaires desservent les hameaux ou les secteurs d'urbanisation plus éloignés.
- Le plan des réseaux fait la synthèse de la situation actuelle sur la totalité du territoire de CHABEUIL.

2. LES INCIDENCES DE LA REVISION DU PLU

2.1 Les perspectives d'évolution à l'horizon 2015 pour l'habitat

Les nouvelles dispositions du PLU orientent CHABEUIL vers un développement maîtrisé, privilégiant un urbanisme beaucoup plus qualitatif que quantitatif et équilibré dans ses éléments de programme.

- La population du dernier recensement général de mars 1999 était de 5.861 habitants.
- La population possible à l'horizon 2015 serait de l'ordre de 7.400 à 7.500 habitants, soit l'accueil de 1.579 habitants sur la période et l'édification de 525 habitations principales pour leur accueil.

La majeure partie des capacités et des évolutions concerneront l'agglomération même de CHABEUIL, des Limiers côté Sud jusqu'aux Flandennes – Les Faucons au Nord-Est.

Les autres hameaux, Parlanges, Les Bérards, Les Sylvains notamment, ne constitueront que des pôles complémentaires d'urbanisation avec des capacités d'accueil limitées.

2.2 Les perspectives d'évolution pour les activités économiques

L'un des enjeux majeurs de la révision du PLU est bien d'affirmer le pôle économique de CHABEUIL, de renforcer ses capacités d'accueil et de diversifier l'emploi.

Aussi, plusieurs sites ont-ils été proposés à cet effet : Les Gouvernaux (15 hectares), le flanc Ouest de la Trésorerie, Les Simondins et un site complètement nouveau Les Enfers, Les Petites Forêts (16/17 hectares).

2.3 Au niveau des ressources

- Les besoins pour l'habitat devraient facilement pouvoir être satisfaits dans la mesure où les ressources sont importantes, diversifiées et peuvent faire l'objet d'améliorations significatives.
- Pour les activités économiques, l'appréciation est plus difficile dans la mesure où l'on ne connaît pas la nature des activités susceptibles d'être implantées. Toutefois, des appréciations ou des orientations générales peuvent être mises en évidence :
 - Les entreprises très grosses consommatrices d'eau potable ne seront pas nombreuses sur la commune de CHABEUIL, voire même inexistantes.
 - L'orientation est davantage tournée vers la recherche de PME – PMI avec des valeurs ajoutées intéressantes et vers un tissu d'activités artisanales et de services.
 - Un cas particulier est à signaler : le projet de centre commercial des Enfers, Les Petites Forêts qui devrait être l'un des plus gros demandeurs en eau potable au cours de la phase 2006-2015.

2.4 Au niveau de la distribution

- Des efforts importants d'équipement et de renforcement ont déjà été engagés au cours des mandatures précédentes, permettant aussi de faire face à l'évolution

des besoins les plus significatifs : quartiers des Limiers, de la Barulière, des Flandennes et du hameau Les Faucons, notamment.

- Les zones urbaines et d'urbanisation future de CHABEUIL, que ce soit pour l'habitat ou pour les activités économiques, pourront toutes être maillées aux infrastructures actuelles permettant, entre autre, la réalisation de nouveaux maillages et d'une plus grande sécurité dans la distribution.

2.5 La défense-incendie

Dans l'ensemble de l'agglomération, elle est correctement assurée grâce à un réseau dont les caractéristiques techniques sont aux normes.

L'urbanisation future sera l'occasion de mettre en œuvre de nouveaux poteaux incendie afin de compléter le dispositif actuel.

Par ailleurs, l'existence de cours d'eau et de réservoirs constitue d'excellents appoints en cas de sinistre.

EN RESUME, pour l'eau potable, les ressources et les adaptations possibles des réseaux devraient être à même de répondre à l'évolution progressive des besoins pour l'habitat.

Pour les activités économiques "classiques", les besoins pourront être également assurés.

CHAPITRE 2 – DESSERTE EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF

1. LA SITUATION ACTUELLE

1.1 L'organisation

En matière d'assainissement collectif, la commune de CHABEUIL fait partie du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Couronne Valentinoise dont le siège est à la Mairie de CHABEUIL qui a compétence pour la collecte et le traitement des effluents de ce vaste secteur de la plaine de Valence.

La collectivité a confié par contrat d'affermage du 01.01.2003 à une société privée, la Générale des Eaux, représentée par son Centre Opérationnel Dauphiné Savoie, la collecte des eaux usées, le traitement et la dépollution des effluents avant rejet dans le milieu naturel.

1.2 Les infrastructures actuelles (cf pour le détail le plan des réseaux)

Le territoire communal de CHABEUIL compte 37 kilomètres de réseaux d'assainissement et 3 postes de relèvement (ZA Gouvernaux 1, ZA Gouvernaux 2 et poste de l'Europe) dont la mise en place s'est effectuée sur plus de 30 ans à partir de 1971.

- Le noyau historique dispose d'un réseau de type unitaire avec trois déversoirs d'orages dans le canal des Prairies et un autre dans la Véore ; le réseau unitaire représente 1,64 kilomètre.
- L'agglomération (à l'extérieur des remparts) bénéficie d'un réseau de type séparatif avec 26,07 kilomètres (dont 0,38 kilomètre en refoulement).
- Le traitement des effluents a longtemps été effectué dans une station d'épuration communale réalisée en 1974, rive droite de la Véore, vers le TGV, dont la capacité nominale était de 2.500 équivalents habitants ; cette station a été modifiée en 1986, puis abandonnée avec le raccordement du collecteur à l'unité d'épuration de l'agglomération de Valence dimensionnée au départ pour 140.000 équivalents habitants, mais en fait pour 150.000 équivalents habitants.

- Les réseaux d'eaux de pluie : ils représentent 9,50 kilomètres au total, sachant que certains quartiers disposent de puits d'infiltration pour les eaux pluviales.

1.3 La part de CHABEUIL dans l'usine de dépollution de Valence

- La commune de CHABEUIL a été prise en compte pour le projet d'ensemble de la Couronne Valentinoise à l'horizon 2015 pour 8.160 équivalents habitants raccordés soit :
 - 5.960 équivalents habitants domestiques,
 - et 2.200 équivalents habitants industriels.
- Les mesures effectuées en 2001 sur la station d'épuration communale avaient fait ressortir une charge polluante de 3.166 équivalents habitants (pour une station de 2.500 équivalents habitants).
- Selon le rapport de la Compagnie Générale des Eaux, il y aurait à CHABEUIL 1.716 clients actuellement desservis (en 2003).

1.4 Le problème des eaux parasites

Les études du schéma directeur d'assainissement ont mis en évidence :

- Les quantités relativement modérées, 12 %, d'eaux parasites par temps sec dans les réseaux de collecte des effluents.
- Et inversement, l'importance des volumes pluviaux, 500 m³, soit l'équivalent en volume de 3.300 équivalents habitants pour une pluie de 10 millimètres seulement, d'où la nécessité de contrôles plus poussés et d'une mise aux normes des séquences avec anomalies.

2. LES INCIDENCES DE LA REVISION DU PLU

2.1 Les perspectives d'évolution démographiques

Comme nous l'avons vu précédemment pour l'alimentation en eau potable, les perspectives d'évolution de CHABEUIL restent maîtrisées avec l'accueil à l'horizon 2015 de 1.500 à 1.600 nouveaux résidents, soit environ 525 nouvelles habitations principales.

2.2 Les futurs sites d'urbanisation pour l'habitat

Dans le cadre de la révision du PLU, la possibilité de raccordement des sites à urbaniser aux différentes infrastructures, dont le réseau collectif d'assainissement a été un critère important.

- Les réserves pour l'urbanisation (AUa) : les sites retenus dans la révision du PLU peuvent donc tous être raccordés aux infrastructures existantes et la mise en œuvre d'un réseau séparatif, eaux usées d'un côté et eaux pluviales de l'autre, sera la règle dans les nouvelles opérations (exemple : les lotissements ou opérations groupées), respectant ainsi la Loi sur l'Eau.
- Pour les réserves à plus long terme (AU) : il n'y a pas d'obligation de desserte immédiate de la part de la collectivité locale pour les réserves à plus long terme (AU).
- Le Conseil Municipal de CHABEUIL et ses partenaires continueront l'extension des réseaux de collecte des effluents en fonction des disponibilités financières et de la programmation du Syndicat Intercommunal d'Assainissement qui exerce donc cette compétence.

2.3 Les futurs sites d'urbanisation pour les activités économiques

Pour accueillir de nouvelles activités économiques, l'agrandissement du site des Gouvernaux au Sud de la zone artisanale actuelle pourra être desservi par extension des réseaux d'assainissement.

Pour les autres sites : les Fontaines, le Flanc Ouest de la Trésorerie et les Simondins, un projet technique a été élaboré, sa mise en œuvre par étapes successives va avoir lieu à compter de 2005-2006.

Enfin, le site des Enfers, Les Petites Forêts feront l'objet d'un aménagement spécifique pris en charge par l'opérateur.

Au cours de la phase administrative de la révision du PLU, des évolutions significatives ont eu lieu concernant plus spécialement :

- La suppression du site des Enfers pour l'accueil d'activités économiques respectant en cela l'arrêté de M. le Préfet de la Drôme du 26 juillet 2005 (après avis de la commission des Sites).
- Parlanges : l'arrivée du réseau collectif d'assainissement (en 2006) a permis de rectifier le zonage pour ce site qui était restrictif dans l'attente de l'assainissement collectif (passage de zone UBa à une zone UB). Les capacités d'accueil restent toutefois limitées et d'utilisation progressive sachant que le règlement impose un raccordement obligatoire au réseau collectif d'assainissement pour les nouvelles constructions autorisées.

2.4 L'étude du schéma directeur d'assainissement (cf dossier disponible à la Mairie

Parallèlement à la révision du PLU, le Conseil Municipal de CHABEUIL a fait étudier le schéma directeur d'assainissement de la commune avec notamment :

- L'établissement d'un zonage d'assainissement qui précise les parties du territoire communal relevant de l'assainissement collectif et le reste relevant de l'assainissement individuel avec étude des sols.
- L'enquête : "assainissement individuel".
- Et l'étude des ruissellements d'eaux pluviales sur versant.

Une concertation étroite entre les deux dossiers PLU et zonage d'assainissement, tout particulièrement, a permis une cohérence d'ensemble pour les propositions d'avenir définies ci-dessus.

2.5 Vers une extension de l'unité d'épuration

Bien que l'on ne soit pas à saturation, l'unité d'épuration de Valence peut encore être améliorée ou agrandie pour faire face à moyen terme à l'augmentation du volume des effluents à traiter.

2.6 Vers une meilleure maîtrise des eaux de ruissellement sur versant

Des études approfondies bassin-versant par bassin-versant des secteurs les plus sensibles autour de l'agglomération de CHABEUIL ont aussi permis d'établir une synthèse des sites de concentration d'eaux de ruissellement (et des matériaux) : Les Praux, La Luire, La route de Crest...

Ces études ont donc permis de justifier la mise en œuvre d'une politique d'ensemble, cohérente, avec des emplacements réservés pour des aménagements hydrauliques qui ont été inscrits dans le cadre de la présente révision du PLU de CHABEUIL.

Pour le vallon du Guimand, une zone de protection a été définie en intégrant les risques d'inondation et un emplacement a été réservé pour un bassin régulateur (pour partie) avant le franchissement du nouveau giratoire de la RD68.

CHAPITRE 3 – COLLECTE ET ELIMINATION DES DECHETS

1. LES ORDURES MENAGERES

1.1 La compétence

La commune de CHABEUIL, pour la collecte et le traitement des ordures ménagères, adhère à un Groupement Intercommunal de Collecte (GIC) et de traitement qui a donc la compétence.

1.2 La collecte

Elle a lieu deux fois par semaine dans l'agglomération de CHABEUIL et une fois dans les parties rurales.

1.3 L'élimination

Depuis le 1^{er} janvier 2004, le G.I.C. a transféré au SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets qui est un regroupement d'intercommunalités) l'élimination des ordures ménagères.

Cette élimination s'effectue dans le cadre d'un Centre d'Enfouissement Technique (CET) implanté sur le territoire de Chatuzange-le-Goubet.

2. LA DECHETTERIE INTERCOMMUNALE

Les autres déchets, notamment les encombrants, les déchets végétaux, les huiles usagées, les piles, etc... sont rassemblés à Montvendre, dans une déchetterie intercommunale, également gérée par le G.I.C.

La population de CHABEUIL procède donc par apports volontaires à cette déchetterie intercommunale.

Les déchets sont ensuite recyclés.

3. LE TRI SELECTIF

Sur le territoire même de CHABEUIL, il existe aussi un tri sélectif avec des bennes spécialisées :

- *l'une pour le verre,*
- *la seconde pour les papiers-cartons,*
- *la troisième pour les plastiques.*

La gestion relevant toujours du G.I.C.

A CHABEUIL, il existe une quinzaine de sites de collecte pour ce tri sélectif, là encore, par apports volontaires de la population.

4. L'URBANISATION DU PLU ET LES SERVICES

Dans l'ensemble, les services offerts à la population fonctionnent d'une façon satisfaisante et ils seront étendus aux futurs quartiers prévus dans le cadre de l'urbanisation du PLU.

Quant à la fréquence des collectes d'ordures ménagères, il n'est pas envisagé de changer le nombre des tournées hebdomadaires, ni leur aire géographique.

SCHEMA GENERAL D'ASSAINISSEMENT
DOSSIER FINAL

A	DEC 2004	F.V.	PREMIERE DIFFUSION	F.V.
INDICE	DATE	NOM	NATURE DES MODIFICATIONS	VERBIE
Fond de Plan dressé par : GEOMETRE		EQ0707PHABISANKI EQ0707DWG		

8.3 PLAN DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT
AU 1/2500 "LE CENTRE"

Ce plan est la propriété de Saurier Environnement. Il ne peut être reproduit, modifié et diffusé sans autorisation.

N° DE PLAN :	8.3	ECHELLE	1/2500
CHEF DE PROJET	F. VASTEL	DESSINATEUR	J.-P. DREVOT
NUMERO D'ETUDE	EQ070	DATE	DECEMBRE 2004

AGENCE DE ROMANS
Allée Pascal - B.P. 304 - 26107 ROMANS SUR REBRE CEDEX
Tél. 04 78 72 38 00 - Fax. 04 78 05 18 15
E-mail : Agence.Romans@saurier-environnement.fr
BUREAU DE GUILHERMAND GRANGES
115 rue Marguerite - 07100 GUILHERMAND GRANGES
Tél. 04 78 05 18 00 - Fax. 04 78 05 18 02
E-mail : bureau.granges@saurier-environnement.fr

SAURIER Environnement

LEGENDE

- Réseau de collecte des eaux usées
- Conduite de refoulement
- Poste de refoulement
- Limite de zone P.L.U.





S.I. des Eaux de la Plaine de Valence
Plan défense incendie de Chabeuil

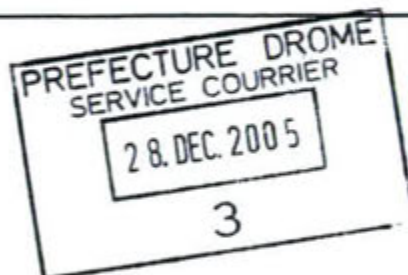


Echelle : 1/17000

Edité le 22/11/200

Département de la Drôme

COMMUNE DE CHABEUIL



Révision du Plan Local d'Urbanisme

Pièce n° 9 :
Arrêté Préfectoral concernant
le classement des infrastructures de
transport terrestre
et les secteurs affectés par le bruit

Décembre 2005

PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE N° 748

LE PREFET DE LA DROME
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 20 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

Article 2

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Ces tableaux sont classés dans l'ordre suivant :

- 1 - Classement des routes nationales
- 2 - Classement des routes départementales hors limite d'agglomération des communes de Valence, Bourg lès Valence, Romans sur Isère, Bourg de Péage, Montélimar et Pierrelatte.
- 3 - Classement des autoroutes A7 et A49

1 - CLASSEMENT DES ROUTES NATIONALES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 7 Drôme Nord	PR 0.000 à PR 28.000	SAINT RAMBERT D'ALBON CROZES HERMITAGE ANDANCETTE BEAUSEMBLANT LAVEYRON SAINT VALLIER PONAS SERVES SUR RHONE EROME GERVANS TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain centre	PR 28.000 à PR 28.700	TAIN L'HERMITAGE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sortie Tain	PR 28.700 à PR 30.140	TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain sud	PR 30.140 à PR 36.140	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE	2	250 m	ouvert
RN7 Pont d'Isère	PR 36.140 à PR 37.200	PONT D'ISERE	3	100 m	ouvert
RN 7 Sud Pont d'Isère	PR 37.200 à PR 45.000	PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence	PR 45.000 à PR 48.770	BOURG LES VALENCE VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 7 Portes les valence	PR 48.770 à PR 49.565	VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence sud	PR 49.565 à PR 56.340	VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 La Paillassa	PR 56.340 à PR 56.780	ETOILE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN7 sud Etoile	PR 56.780 à PR 63.200	ETOILE SUR RHONE LIVRON	3	100 m	ouvert
RN 7 Livron centre	PR 63.200 à PR 64.640	LIVRON	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Livron	PR 64.640 à PR 66.175	LIVRON LORIOL	2	250 m	ouvert
RN 7 sud Loriol	PR 66.175 à PR 72.240	LORIOL CLIOUSCLAT SAULCE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 Saulce centre	PR 72.240 à PR 73.000	SAULCE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Saulce	PR 73.000 à PR 76.700	SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 tourettes 1	PR 76.700 à PR 77.000	LES TOURETTES	2	250 m	ouvert
RN 7 tourettes 2	PR 77.000 à PR 77.700	LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Tourettes	PR 77.700 à PR 78.700	LES TOURETTES LA COUCOURDE	2	250 m	ouvert
RN 7 Coucourde	PR 78.700 à PR 80.550	LA COUCOURDE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Coucourde	PR 80.550 à PR 85.000	LA COUCOURDE SAVASSE	2	250 m	ouvert
RN 7 savasse	PR 85.000 à PR 85.980	SAVASSE	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Drôme	PR 85.980 à PR 114.400	SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE PIERRELATTE	2	250 m	ouvert
RN7 limite vaucluse	PR 114.400 à PR 118.807	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 507	PR 0.000 à PR 0.340	VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 1532	PR 0.000 à PR 9.952 (totalité)	VALENCE MALISSARD CHABEUIL	2	250 m	ouvert
DEVIATION DE BOURG LES VALENCE	TOTALITE	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 532 (1)	PR 5.000 à PR 17.540	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE ALDXAN BOURG DE PEAGE CHATEAUNEUF SUR ISERE	2	250 m	ouvert
RN 532 (2)	PR 17.540 à PR 18.520	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RN 532 (3)	PR 18.520 à PR 20.790	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET	4	30 m	ouvert
RN 532 (4)	PR 20.790 à PR 35.390	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN SAINT NAZAIRE EN ROYANS	3		ouvert
RN 532 (5)	PR 35.390 à PR 35.495	SAINT NAZAIRE EN ROYANS	2	250 m	profil en "U"
RN 102 (1)	PR 0.000 à PR 1.250	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RN 102 (2)	PR 1.250 à PR 3.835	MONTELMAR	2	250 m	ouvert
RN 92 (1)	PR 0.000 à PR 0.500	BOURG DE PEAGE	3	100 m	profil en "U"
		ROMANS SUR ISERE			
RN 92 (2)	PR 0.500 à PR 2.370	ROMANS SUR ISERE	4	30 m	ouvert
RN 92 (3)	PR 2.370 à PR 7.000	ROMANS SUR ISERE SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92 (4)	PR 7.000 à PR 7.200	SAINT PAUL LES ROMANS	2	250 m	profil en "U"
RN 92 (5)	PR 7.200 à PR 8.538	SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92A	PR 0.000 à PR 1.800	ROMANS SUR ISERE CHATUZANGE LE GOUBET	3	100 m	ouvert
RN 95	PR 0.144 à PR 2.698	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL	3	100 m	ouvert
RN 304	PR 0.000 à PR 4.000	LORJOL	3	100 m	ouvert
RN 75	PR 0.000 à PR 9.550	LUS LA CROIX HAUTE	3	100 m	ouvert

2 - CLASSEMENT DES ROUTES DEPARTEMENTALES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 1	PR 5.880 à PR 7.500	ANNEYRON	3	100 m	ouvert
RD 1	PR 7.500 à PR 8.300	ANNEYRON	4	30 m	ouvert
RD 1	PR 8.300 à PR 9.0	ANNEYRON	4	30 m	profil en "U"
RD 6	PR 0.800 à PR 2.516	MONTELMAR	4	30 m	ouvert
RD 6	PR 2.516 à PR 3.0	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 0.0 à PR 1.300	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 1.300 à PR 2.129	BOURG LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 7	PR 2.129 à PR 2.354	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 2.354 à PR 2.517	BOURG LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 2.517 à PR 3.760	VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 3.760 à PR 5.528	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 5.528 à PR 6.500	PORTES LES VALENCE	3	100 m	profil en "U"
RD 7	PR 6.500 à PR 7.802	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 7.802 à PR 9.347	ETOILE SUR RHONE	4	30 m	ouvert
RD 11	PR 1.735 à PR 4.220	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 0.0 à PR 0.878	SAINT VALLIER	4	30 m	ouvert
RD 51	PR 0.878 à PR 1.256	SAINT VALLIER	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 1.256 à PR 3.880	SAINT BARTHELEMY DE VALS	3	100 m	ouvert
RD 51A	PR 0.0 à PR 0.675	SAINT VALLIER	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 7.343 à PR 9.359	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.359 à PR 9.500	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.500 à PR 9.700	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 9.700 à PR 12.334	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 9.830 à PR 10.518	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 10.518 à PR 11.196	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 11.196 à PR 12.506	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 12.506 à PR 18.200	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 18.423 à PR 19.280	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 19.280 à PR 19.448	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 22.800 à PR 25.765	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 2.819 à PR 3.430	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 3.430 à PR 10.333	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.435 à PR 12.477	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.477 à PR 14.421	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 1.920 à PR 2.984	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 2.984 à PR 6.440	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 6.440 à PR 7.200	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.200 à PR 7.500	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	profil en "U"
RD 73	PR 7.500 à PR 7.785	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.785 à PR 8.860	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 11.880 à PR 13.915	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 13.915 à PR 15.524	CREST	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 15.524 à PR 18.340	CREST	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 18.340 à PR 20.395	AOUSTE SUR SYE	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 20.395 à PR 21.895	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 21.895 à PR 27.760	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 27.760 à PR 33.740	SAILLANS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 33.740 à PR 36.0	ESPEL	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 36.0 à PR 38.122	VERCHENY	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 16.191 à PR 17.175	SUZE LA ROUSSE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 23.800 à PR 24.153	TULETTE	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 24.153 à PR 24.700	TULETTE	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 94	PR 24.700 à PR 25.100	TULETTE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 25.100 à PR 25.656	TULETTE	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 38.310 à PR 39.450	VINSOBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 39.450 à PR 42.811	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 42.811 à PR 44.310	NYONS	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 44.310 à PR 44.996	NYONS	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 44.996 à PR 47.000	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.000+8129 à PR 47.800	AUBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.800 à PR 49.370	AUBRES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 49.370 à PR 50.400	PILLES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 50.400 à PR 50.800	PILLES	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 50.800 à PR 51.150	PILLES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 51.150 à PR 51.760	CONDORCET	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 0.0 à PR 2.145	CREST	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 2.145 à PR 3.300	DIVAJEU	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 3.300 à PR 6.725	CHABRILLAN	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 6.725 à PR 8.620	GRANES	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 16.620 à PR 18.0	LORJOL	2	250 m	profil en "U"
RD 104	PR 18.0 à PR 19.813	LORJOL	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 0.0 à PR 2.198	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 2.198 à PR 5.185	PORTES LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 5.185 à PR 6.680	BEAUVALLON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 6.680 à PR 11.555	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 11.555 à PR 13.700	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 13.700 à PR 14.500	MONTOISON	2	250 m	profil en "U"
RD 111	PR 14.500 à PR 16.415	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.415 à PR 16.465	UPIE ALLEX	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.465 à PR 17.350	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 17.350 à PR 19.760	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 111A	PR 2.0 à PR 2.909	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.0 à PR 9.758	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.758 à PR 11.570	ROUSSAS	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 11.570 à PR 14.674	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 14.674 à PR 15.460	MALATAVERNE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 0.0 à PR 2.430	CREST	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 2.430 à PR 4.670	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 4.670 à PR 8.225	PIEGROS LA CLASTRE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 8.225 à PR 8.265	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 220A	PR 0.0 à PR 1.676	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 238	PR 0.0 à PR 1.759	DIE	4	30 m	ouvert
RD 261	PR 3.57 à PR 4.871	MONTELEGER	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 4.871 à PR 10.0	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 10.0 à PR 13.534	VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 268	PR 0.0 à PR 3.0	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 3.0 à PR 7.28	LA ROCHE DE GLUN	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 7.28 à PR 7.911	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 414	PR 0.0 à PR 0.294	GRIGNAN	3	100 m	profil en "U"
RD 432	PR 0.0 à PR 2.0	VALENCE	2	250 m	ouvert
RD 432	PR 2.0 à PR 4.97	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 432	PR 4.97 à PR 5.186	SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 432	PR 5.186 à PR 5.394	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.0 à PR 0.165	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.165 à PR 5.254	LA GARDE ADHEMAR	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 5.254 à PR 8.741	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 0.0 à PR 3.592	MERCUROL	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.592 à PR 3.831	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.831 à PR 4.327	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 4.327 à PR 4.741	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 4.741 à PR 5.360	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 5.360 à PR 7.104	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.104 à PR 7.344	BEAUMONT MONTEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.344 à PR 7.430	CLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.430 à PR 9.939	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 9.939 à PR 10.351	GRANGES LES BEAUMONT	4	30 m	ouvert
RD 532	PR 10.351 à PR 11.71	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 11.71 à PR 13.770	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 29.444 à PR 30.417	PEYRINS	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 30.417 à PR 32.45	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.45 à PR 32.345	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.345 à PR 33.77	MOURS SAINT EUSEBE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 33.77 à PR 33.691	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.691 à PR 33.699	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.699 à PR 36.0	ROMANS SUR ISERE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 36.0 à PR 38.792	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 38.792 à PR 41.384	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 41.384 à PR 42.321	ALIXAN	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 42.321 à PR 43.350	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 43.350 à PR 45.763	MONTÉLMAR <i>Montélmars</i>	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 45.763 à PR 46.331	MONTÉLMAR	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 46.331 à PR 47.227	MONTÉLMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 47.227 à PR 52.432	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 52.432 à PR 55.590	MONTVENDRE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 55.590 à PR 59.892	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 59.892 à PR 60.820	UPIE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 60.820 à PR 67.345	VAUNAVEYS LA ROCHETTE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 67.345 à PR 70.400	CREST	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 130.873 à PR 135.950	VENTEROL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 135.950 à PR 138.280	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 144.920 à PR 145.500	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 145.500 à PR 145.600	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	profil en "U"
RD 538	PR 145.600 à PR 147.50	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 147.50 à PR 149.364	PIEGON	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 3.300 à PR 4.000	MONTMEYRAN	3	100 m	profil en "U"
RD 538A	PR 4.000 à PR 5.500	MONTMEYRAN	4	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.50 à PR 5.630	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.630 à PR 7.500	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 7.500 à PR 8.200	BEAUMONT LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 538A	PR 8.200 à PR 12.57	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.57 à PR 12.373	MALISSARD	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.373 à PR 12.700	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.700 à PR 14.950	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 540	PR 4.100 à PR 5.217	MONTÉLMAR	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 540	PR 5.217 à PR 10.390	MONTBOUCHER SUR JABRON	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 10.390 à PR 11.0	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 11.0 à PR 11.950	LA BATIE ROLLAND	3	100 m	profil en "U"
RD 540	PR 11.950 à PR 13.129	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 13.129 à PR 18.515	LA BEGUDE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 0.650 à PR 3.624	DONZERE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 3.624 à PR 4.190	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 5.880 à PR 6.75	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.75 à PR 6.286	GRANGES GONTARDES	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 6.286 à PR 6.312	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.312 à PR 7.496	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 7.496 à PR 8.800	VALAURIE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 8.800 à PR 8.888	VALAURIE	2	250 m	profil en "U"
RD 541	PR 8.888 à PR 9.0	VALAURIE	3	100 m	profil en "U"
RD 541	PR 9.0 à PR 12.98	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.98 à PR 12.658	REALVILLE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.658 à PR 13.639	CHANTEMERLE LES GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 13.639 à PR 19.770	GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 19.770 à PR 20.465	SAINT PANTALEON LES VIGNES	3	100 m	ouvert

3 - AUTOROUTES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
AUTOROUTE A7	PR 26.280 à PR 142.610	SAINT RAMBERT D'ALBON ALBON BEAUSEMBLANT SAINT UZE SAINT BARTHELEMY DE VALS CHANTEMERLE LES BLES LARNAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORIOL SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE SAINT MARCEL LES SAUZET SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE GRANGES GONTARDES LA GARDE ADHEMAR SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	1	300 m	ouvert
AUTOROUTE A49		BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN	2	250 m	ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont, par ordre alphabétique :

ALBON	EYMEUX	PIERRELATTE
ALIXAN	GERVANS	PILLES
ALLAN	GRANES	PONSAS
ALEX	GRANGES GONTARDES	PONT D'ISERE
ANDANCETTE	GRANGE LES BEAUMONT	PORTES LES VALENCE
ANNEYRON	GRIGNAN	REAUVILLE
AOUSTE SUR SYE	HOSTUN	ROMANS SUR ISERE
AUBRES	JAILLANS	ROUSSAS
BEAUMONT LES VALENCE	LA BATIE ROLLAND	SAILLANS
BEAUMONT MONTEUX	LA BAUME D'HOSTUN	SAINT BARTHELEMY DE VALS
BEAUREGARD BARET	LA BEGUDE	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE
BEAUSEMBLANT	LA COUCOURDE	SAINT MARCEL LES VALENCE
BEAUVALLON	LA GARDE ADHEMAR	SAINT NAZAIRE EN ROYANS
BOURG DE PEAGE	LA ROCHE DE GLUN	SAINT PANTALEON LES VIGNES
BOURG LES VALENCE	LARNAGE	SAINT PAUL LES ROMANS
CHABEUIL	LAVEYRON	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
CHABRILLAN	LES TOURETTES	SAINT RAMBERT D'ALBON
CHANOS CURSON	LIVRON	SAINT RESTITUT
CHANTEMERLE LES BLES	LORIOLE	SAINT UZE
CHANTEMERLE LES GRIGNAN	LUS LA CROIX HAUTE	SAINT VALLIER
CHATEAUNEUF DU RHONE	MALATAVERNE	SAULCE SUR RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MALISSARD	SAUZET
CHATUZANGE LE GOUBET	MERCUROL	SAVASSE
CLERIEUX	MIRABEL ET BLACONS	SERVES SUR RHONE
CLIOUSCLAT	MIRABEL AUX BARONNIES	SOLERIEUX
CONDORCET	MONTBOUCHER SUR JABRON	SUZE LA ROUSSE
CREST	MONTELEGER	TAIN L'HERMITAGE
CROZES HERMITAGE	MONTILMAR	TULETTE
DIE	MONTMEYRAN	UPIE
DIVAIEU	MONTOISON	VALAURIE
DONZERE	MONTVENDRE	VALENCE
EROME	MOURS SAINT EUSEBE	VAUNAVEYS LA ROCHETTE
ESPELUCHE	NYONS	VENTEROL
ESPENEL	PEYRINS	VERCHENY
ETOILE SUR RHONE	PIEGON	VINSOBRES
EURRE	PIEGROS LA CLASTRE	

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Equipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux et de transports en communs en site propre.

Jean-Pierre MARQUIE

Pour ampliation

**L. AUBERT, Municipal,
Chef de Bureau**

SECRET

PREFECTURE DE LA DROME



ARRETE N° 970

LE PREFET DE LA DROME
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 11-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 22 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drome aux abords du trace des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur le plan joint en annexe.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures ferroviaires, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain traversé.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
VOIE FERREE "VALLEE DU RHONE"	KM 571+414 à KM 688.744	SAINT RAMBERT D'ALBON ANDANCETTE LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES EROME GERVANS CROZES HERMITAGE GERVANS TAIN L'HERMITAGE MERCUROL PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LVRON LORIOL SAULCE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MONTELMAR DONZERE PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE TGV"	KM 454+327 à limite départementale	LAPEYROUSE MORNAY MANTHES MORAS EN VALLOIRE SAINT SORLIN EN VALLOIRE CHATEAUNEUF DE GALAURE MUREILS LA MOTTE DE GALAURE CLAVEYSON BREN MARSAZ CHAVANNES CLERIEUX GRANGES LES BEAUMONT SAINT MARCEL LES VALENCE MONTELIER CHABEUIL MONTVENDRE MONTMEYRAN OURCHES UPIE ROYNAC MARSANNE BONLIEU SUR ROUBION LA LAUPIE SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON VAUNAVEYS LA ROCHETTE EURRE CREST DVAJEU CHABRILLAN LA ROCHE SUR GRANE ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE ROUSSAS GRANGES GONTARDES DONZERE LA GARDE ADHEMAR PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE VALENCE- SAINT MARCEL"	KM 1+200 à KM 7+800	BOURG LES VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	ouvert

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentée de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

ALLAN
ANDANCETTE
BONLIEU SUR ROUBION
BOURG LES VALENCE
BREN
CHABEUIL
CHABRILLAN
CHATEAUNEUF DE GALAURE
CHATEAUNEUF DU RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE
CHAVANNES
CLAVEYSON
CLERIEUX
CREST
CROZES HERMITAGE
DIVAJEU
DONZERE
EROME
ESPELUCHE
EURRE
ETOILE SUR RHONE
GERVANS
GRANGES GONTARDES
GRANGES LES BEAUMONT
LA COUCOURDE
LA GARDE ADHEMAR
LA LAUPIE
LA MOTTE DE GALAURE
LA ROCHE SUR GRANE
LAPEYROUSE MORNAY
LAVEYRON
LES TOURETTES
LIVRON

LORIOLE
MALATAVERNE
MANTHES
MARSANNE
MARSAZ
MERCUROL
MONTBOUCHER SUR JABRON
MONTELIBERT
MONTELIBERT
MONTMEYRAN
MONTVENDRE
MORAS EN VALLOIRE
MUREILS
OURCHES
PIERRELATTE
PONSAZ
PONT D'ISERE
PORTES LES VALENCE
ROUSSAS
ROYNAC
SAINT MARCEL LES VALENCE
SAINT RAMBERT D'ALBON
SAINT SORLIN EN VALLOIRE
SAINT VALLIER
SAULCE
SAUZET
SAVASSE
SERVES SUR RHONE
TAIN L'HERMITAGE
UPIE
VALENCE
VAUNAVEYS LA ROCHETTE

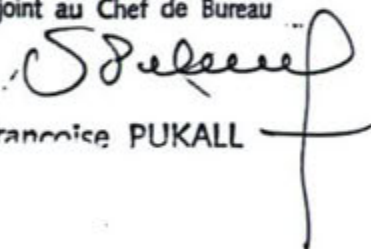
Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

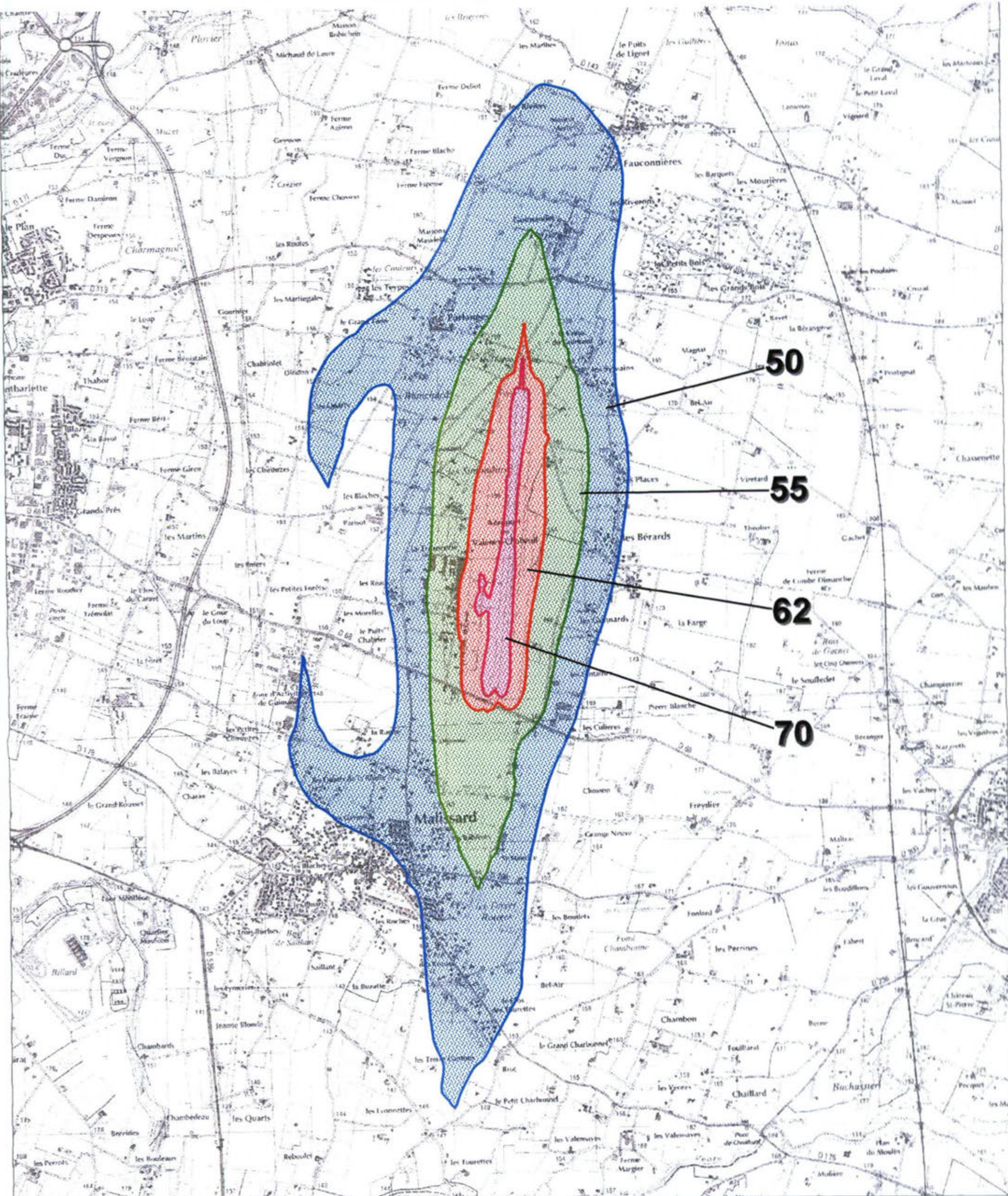
- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux, ferroviaires et de transports en communs en site propre.

Valeuc le 15 MAR. 1999

Pour ampliation
L'Adjoint au Chef de Bureau


Françoise PUKALL

Jean-Pierre MARQUIE



Aérodrome de Valence Chabeuil **Plan d'exposition au bruit**

Echelle : 1/25000

Service Spécial des Bases Aériennes Sud-Est
Département Technique Régional

1 rue Vincent Auriol BP 60781 13625 Aix en Provence Cedex 1

Zones	A	B	C	D
Indices (Lden)	70	62	55	50

Plan n° PPEB/SSBA-SE/LFLU/1
Mai 2005



LFLU-PPEB-010205

© IGN - scan 25

– Rapport de présentation



Le Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aérodrome de Valence-Chabeuil actuellement en vigueur a été rendu disponible par arrêté préfectoral en date du 1^{er} juillet 1985 (plan STBA/EGU/50D).

De nouvelles dispositions réglementaires (décret n° 2002-626 du 26 avril 2002) ont modifié le code de l'urbanisme, introduisant notamment un nouvel indice, le L_{den} , en lieu et place de l'indice psychologique, pour définir les limites des zones de bruit. Ces dispositions définissent aussi la limite d'une éventuelle zone D.

Ces éléments nouveaux imposent la révision du PEB qui, en application du décret cité ci-dessus, devrait être achevée avant le 31 décembre 2005.

Le PEB constitue un des instruments de planification destinés à encadrer et à accompagner le développement de l'aéroport pour le rendre compatible avec le maintien de la qualité de vie dans son environnement.

DEFINITION D'UN PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT

1. Finalité et textes de références

Le PEB est un instrument juridique destiné à maîtriser et à encadrer l'urbanisation en limitant les droits à construire dans les zones de bruit au voisinage des aéroports. Ce document d'urbanisme doit être annexé, lorsqu'ils existent, au plan local d'urbanisme, au plan de sauvegarde et de mise en valeur et à la carte communale des communes concernées. Les dispositions de ces documents doivent être compatibles avec celles du PEB.

Le PEB est préventif : il permet d'éviter que des populations nouvelles s'installent dans des secteurs exposés ou susceptibles d'être exposés à un certain niveau de gêne sonore. S'il limite pour cela le droit à construire dans certaines zones, il n'a en revanche aucun impact sur les constructions existantes et les populations déjà installées.

Les principaux textes de référence sont les suivants :

- *Code de l'urbanisme, articles L-147-1 à L-147-8 et R-147-1 à R-147-11*
- *Loi n° 85-696 du 11 juillet 1985 relative à l'urbanisme au voisinage des aéroports*
- *Décret n° 87-339 du 21 mai 1987 définissant les modalités de l'enquête publique relative aux plans d'exposition au bruit des aéroports*
- *Décret n° 87-340 du 21 mai 1987 définissant les conditions d'établissement des plans d'exposition au bruit des aéroports*
- *Décret n° 97-607 du 31 mai 1997 relatif aux règles de protection contre le bruit et à l'aide aux riverains des aéroports.*
- *Loi n° 99-588 du 12 juillet 1999 portant création de l'autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA)*
- *Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain.*
- *Loi n° 2002-3 du 3 janvier 2002 relative à la sécurité des infrastructures et systèmes de transport, aux enquêtes techniques après événement de mer, accident ou incident de transport terrestre et aérien et au stockage souterrain de gaz naturel, d'hydrocarbures et de produits chimiques.*
- *Décret n° 2002-626 du 26 avril 2002 fixant les conditions d'établissement des plans d'exposition au bruit et des plans de gêne sonore des aéroports et modifiant le code de l'urbanisme.*
- *Loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat*

2. Méthode d'élaboration

a) Une évaluation de la gêne sonore à court, moyen et long terme

Le PEB définit les zones autour de l'aéroport à partir d'une évaluation de la gêne sonore susceptible d'être ressentie par les riverains au passage des avions. Cette évaluation était généralement faite, avant l'entrée en vigueur des dispositions introduites par le décret du 26 avril 2002, à un horizon d'une vingtaine d'années. Ce décret impose la prise en compte d'hypothèses à court et moyen terme, en plus de celles à long terme. Les zones du PEB reflètent donc une combinaison de la réalité du moment et d'une projection dans le temps à plusieurs horizons de la vie de l'aéroport. Pour ce faire, il est nécessaire de simuler, à ces horizons, les conditions d'exploitation aéroportuaire, donc d'émissions sonores, ce qui revient à établir des prévisions réalistes concernant les données suivantes :

- Nombre de mouvements d'avions
- Répartition des mouvements par type d'avion
- Répartition des mouvements par trajectoire et par sens d'atterrissage
- Part des vols de nuit (22h-6h) et de soirée (18h-22h) [l'indice psophique ne pondérerait que les vols de nuit]

b) Le L_{den} , un nouvel indice, moins spécifique que l'indice psophique

La gêne sonore est calculée au moyen d'un modèle mathématique mettant en équation différents paramètres pour prendre en compte :

- Le bruit émis par chaque modèle d'avion tel qu'il est perçu au sol ;
- Le nombre de passages d'avions en 24 heures ;
- La perception différente du bruit entre le jour, la nuit et, la soirée : chaque vol nocturne est pondéré d'un coefficient 10, chaque vol de soirée d'un coefficient 5.

Le résultat du calcul est exprimé en L_{den} . Plus l'indice est élevé, plus la gêne est importante. Le L_{den} est un des indices recommandés par l'Union Européenne pour traduire la gêne sonore relative aux infrastructures de transport. Il est très largement utilisé au niveau international et est compatible avec la plupart des logiciels et instruments de mesures disponibles sur le marché.

Le logiciel utilisé pour établir les PEB est INM (version 6.1), logiciel adopté pour cet usage par de nombreux pays. L'avantage d'un logiciel plus répandu est, entre autres de bénéficier de mises à jour régulières permettant une modélisation de la gêne sonore de plus en plus proche de la réalité.

La formule du L_{den} , qui s'exprime en décibel, est la suivante :

$$L_{den} = 10 \times \lg \frac{1}{24} \left[12 \times 10^{\frac{L_{day}}{10}} + 4 \times 10^{\frac{L_{evening}+5}{10}} + 8 \times 10^{\frac{L_{night}+10}{10}} \right]$$

avec :

« L_{day} = niveau sonore moyen à long terme pondéré A tel que défini dans ISO 1996-2:1987, déterminé sur l'ensemble des périodes de jour d'une année. La période de jour s'étend de 6 heures à 18 heures ;

« $L_{evening}$ = niveau sonore moyen à long terme pondéré A tel que défini dans ISO 1996-2:1987, déterminé sur l'ensemble des périodes de soirée d'une année. La période de soirée s'étend de 18 heures à 22 heures ;

« L_{night} = niveau sonore moyen à long terme pondéré A tel que défini dans ISO 1996-2:1987, déterminé sur l'ensemble des périodes de nuit d'une année. La période de nuit s'étend de 22 heures à 6 heures le lendemain.

3. Contenu et modalités d'application

Le modèle mathématique permet de quantifier la gêne sonore future en chaque point du territoire voisin de l'aéroport. Il est alors possible de relier entre eux, sur une carte, les points où le L_{den} a la même valeur. Le résultat est une courbe entourant tout ou partie de l'aéroport, allongée dans l'axe des pistes en raison du bruit produit lors des opérations de décollage et atterrissage. Dans la zone comprise à l'intérieur de chaque courbe, la gêne sonore sera supérieure à la valeur de l'indice considéré (par exemple 70 dans la zone de bruit fort); à l'extérieur de cette courbe, la gêne sera inférieure, décroissante à mesure que l'on s'éloigne.

▪ Les zones A et B, de bruit fort

Les zones A et B du PEB, appelées zones de bruit fort sont délimitées par les courbes L_{den} 70 pour la zone A, et par une valeur choisie par le préfet, après avis de la commission consultative de l'environnement (CCE), entre 65 et 62 pour la zone B (cette modulation est une disposition nouvelle introduite par le décret du 26 avril 2002). Ceci s'applique réglementairement à tous les aéroports. Toute construction neuve à usage d'habitation et toute action sur le bâti existant tendant à accroître la capacité d'accueil sont, sauf rares exceptions, interdites.

▪ La zone C, de bruit modéré

L'indice délimitant la zone C est choisi par le préfet, après avis de la CCE, dans une fourchette allant du L_{den} 57 au L_{den} 55, ce dernier étant le plus protecteur. A l'intérieur de la zone C, les restrictions en matière d'urbanisation sont moins contraignantes que dans les zones B et A. La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain modifiée par la loi n° 2002-3 du 3 janvier 2002 introduit une disposition nouvelle en ce sens qu'à l'intérieur des zones C, les plans d'exposition au bruit peuvent délimiter des secteurs où, pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants, des opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain peuvent être autorisées, à condition qu'elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores. La loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 prévoit que ces secteurs peuvent être introduits, après enquête publique, postérieurement à la publication du PEB, si la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale concerné en fait la demande.

▪ La zone D

La délimitation d'une zone D n'est obligatoire que pour les aérodromes les plus importants, elle ne l'est pas pour Valence-Chabeuil. La zone D ne donne pas lieu à des restrictions des droits à construire, mais étend le périmètre dans lequel l'isolation phonique de toute nouvelle habitation et l'information des futurs occupants, acquéreurs ou locataires du logement sont obligatoires. Dans cette zone, l'indice est compris entre la valeur limite de la zone C et 50, limite inférieure fixée par le décret n° 2002-626 du 26 avril 2002.

Dans chacune des zones de bruit, le contrat de location d'un immeuble à usage d'habitation doit comporter une clause claire et lisible précisant la zone de bruit où se trouve localisé ledit bien.

LES REGLES APPLICABLES SUR LES DROITS A CONSTRUIRE DANS LES ZONES D'UN PEB

	ZONE A $L_{den} > 70$	ZONE B $70 > L_{den} > (62 \text{ à } 65)^1$	ZONE C $(62 \text{ à } 65) > L_{den} > (55 \text{ à } 57)^1$	ZONE D $(55 \text{ à } 57) > L_{den} > 50$
Constructions nouvelles				
Logements nécessaires à l'activité de l'aérodrome, hôtels de voyageurs en transit	Autorisés			
Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales	Autorisés dans les secteurs déjà urbanisés	Autorisés		
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité agricole				
Habitat groupé (lotissement...), parcs résidentiels de loisirs	Non autorisés			
Maisons d'habitation individuelles	Non autorisées		Autorisées si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par des équipements publics et si elles n'entraînent qu'un faible accroissement de la capacité d'accueil.	
Immeubles collectifs à usage d'habitation	Non autorisés			
Constructions à usage industriel, commercial et de bureaux	Admises si elles ne risquent pas d'entraîner l'implantation de population permanente.			
Équipements de superstructure nécessaires à l'activité aéronautique	Autorisés s'ils ne peuvent être localisés ailleurs.		Autorisés	
Autres équipements publics ou collectifs	Autorisés s'ils sont indispensables aux populations existantes et s'ils ne peuvent pas être localisés ailleurs		Autorisés s'ils ne conduisent pas à exposer de nouvelles populations aux nuisances sonores	
Interventions sur l'existant				
Rénovation, réhabilitation, amélioration, extension mesurée ou reconstruction des constructions existantes	Autorisées sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil.			
Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain	Non autorisées		Autorisées sous réserve de se situer dans un des secteurs ³ délimités pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants, à condition de ne pas entraîner d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores.	

Autorisés sous réserve d'une protection phonique et de l'information des futurs occupants²

¹ Indice fixé par le préfet après consultation de la CCE

² la protection phonique et l'information sont obligatoires dans toutes les zones

³ la loi du 2 juillet 2003 permet la création de tels secteurs postérieurement à la publication du PEB

LA DEMARCHE DE REVISION DU PEB DE VALENCE-CHABEUIL

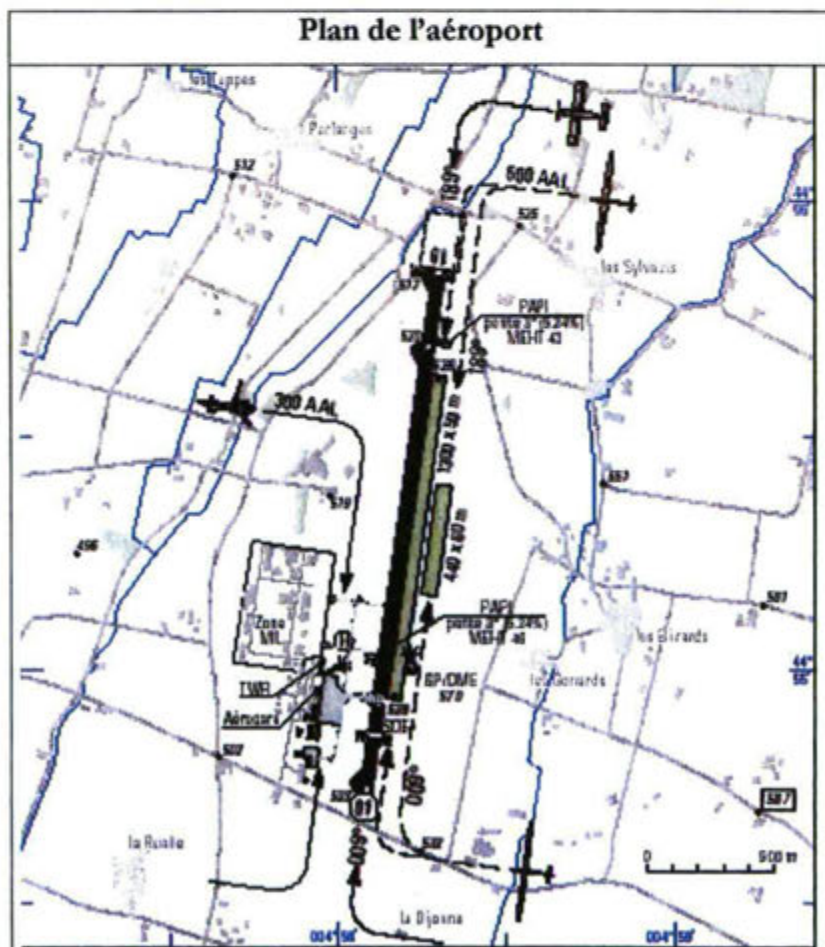
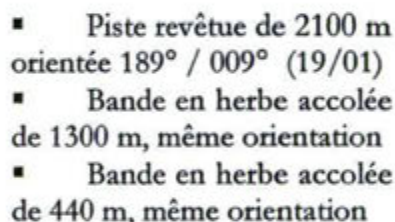
1. Pourquoi et comment réviser le PEB ?

Le PEB actuellement en vigueur est ancien (1985) et les données sur lesquelles il est basé demandaient à être réactualisées. Sa révision est de plus nécessaire pour les raisons suivantes :

- Les nouvelles dispositions réglementaires, entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2002, n'étaient pas prises en compte par le PEB actuel ;
- Le décret du 26 avril 2002 rend obligatoire la révision de tous les PEB, aux nouvelles normes, avant le 31 décembre 2005.

2. Hypothèses prises en compte dans les simulations

Les hypothèses retenus ont été établies à trois horizons, 2006 (court terme), 2010 (moyen terme) et 2020 (long terme). À ces horizons, aucune modification des infrastructures actuelles n'est envisagée, ce qui correspond pour les pistes à :



• TRAFIC ENVISAGÉ

Il est supposé que :

- à court terme (horizon 2006), une compagnie exploite sur l'aérodrome de Valence – Chabeuil la desserte d'une métropole européenne. Les liaisons pourraient se faire à raison d'une par jour (aller et retour).
- à moyen (horizon 2010), une deuxième destination européenne est desservie dans les mêmes conditions.
- à long terme (horizon 2020), il n'y a pas d'évolution sensible par rapport au moyen terme.

Pour ce qui est du transport aérien non régulier, il est envisagé une reprise sensible des vols à la demande pour les entreprises (avions taxi) et pour les particuliers (charters).

Pour les autres trafics (aviation légère et de loisir, hélicoptère) il n'a été envisagé qu'une très faible croissance.

• NOMBRE DE MOUVEMENTS RETENUS

	référence	Court terme	Moyen terme	Long terme
année	2003	2006	2010	2020
Aéronefs	mouvements			
avions monomoteurs à hélice	21216	24000	30000	30000
autres avions non commerciaux	2337	2650	3300	3300
avions commerciaux non réguliers	384	600	1500	1500
avions commerciaux réguliers	0	750	1500	1500
hélicoptères	7722	9000	10700	10700
Mouvements totaux	31659	37000	47000	47000

• PARTS DU TRAFIC DE JOUR, DE SOIR ET DE NUIT

Il a été estimé, en relation avec le gestionnaire d'aérodrome, que les mouvements de soirée (de 18h00 à 22h00) représenteraient environ 10% du trafic et que la part du trafic de nuit resterait marginale.

En conséquence, le partage du trafic par tranche horaire retenu pour les trois termes du PEB est le suivant :

Partage des mouvements annuels par tranche horaire			
Tranche horaire	jour	soir	nuit
Pourcentage	89%	10%	1%

- **PARTS DE TRAFIC PAR SENS D'ATERRISSAGE ET DE DECOLLAGE**

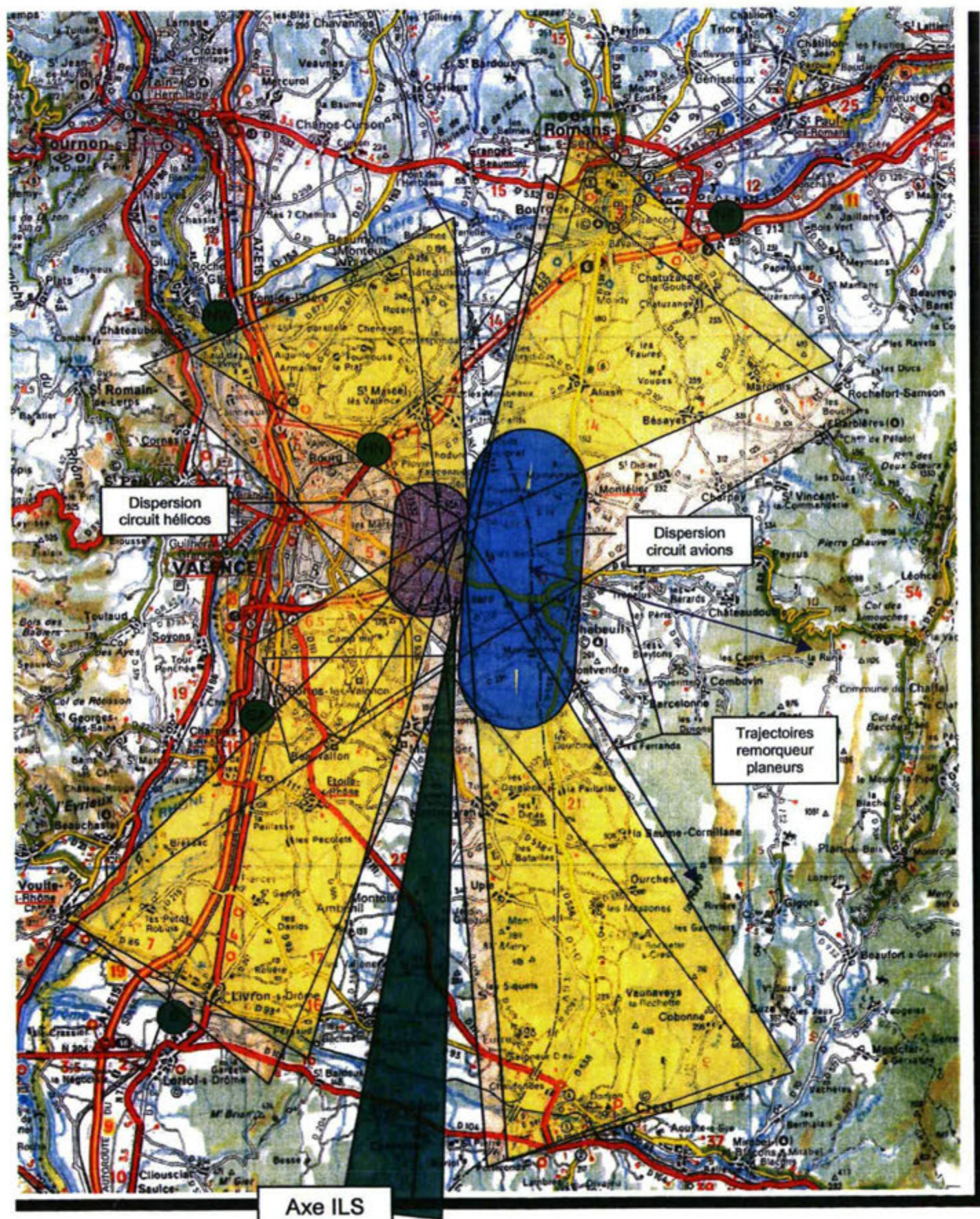
L'étude du trafic de l'aérodrome donne, atterrissages et décollages confondus, la répartition suivante : 72% face au nord, 28% face au sud. Pour les trois horizons du PEB, cette répartition a été respectivement arrondie à 70% et 30%.

- **TYPES D'AERONEFS**

Les différents appareils de l'étude sont représentés dans le tableau suivant :

CATEGORIE D'AERONEFS	AERONEFS REPRESENTATIFS
AVIONS MONOMOTEURS A HELICES	MONOMOTEURS A HELICE A PAS FIXE
	MONOMOTEURS A HELICE A PAS VARIABLE
AUTRES AVIONS NON COMMERCIAUX	PIPER PA34, BEECH 58
	BEECH 200
	BIMOTEURS MOYENS A TURBINES
	CESSNA CITATION
	AVIONS MILITAIRES A REACTION
AVIONS COMMERCIAUX	BEECH 200
	BOEING 737
HELICOPTERES	GAZELLE
	PUMA

Dispersions des circuits (en bleu et mauve) et des arrivées-départs VFR
QFU 01 (en jaune) et QFU 19 (en orange)



LE PROJET DE PEB DE VALENCE-CHABEUIL

1 Choix des indices délimitant les zones B et C

Outre la modulation de la zone C, par le choix de la valeur de l'indice qui la limite, qui était possible dans les dispositions réglementaires précédentes, le décret du 26 avril 2002 introduit une possibilité de modulation de la zone B. Ce même texte impose au préfet de recueillir l'avis de la CCE avant d'arrêter son choix pour ces deux valeurs d'indice.

Le décret précise que la zone B doit être limitée par une valeur de L_{den} qui peut être choisie entre 65 et 62, tandis que la zone C doit l'être par une valeur de L_{den} qui peut être choisie entre 57 et 55. *Afin de limiter l'implantation de populations nouvelles dans des zones exposées aux nuisances sonores, il est proposé de retenir les valeurs les plus faibles, soit, 62 pour la zone B et 55 pour la zone C, ce qui correspond pour ces zones à la surface maximale possible.*

La commission consultative de l'environnement, en sa séance du 17 mai 2005 s'est prononcée pour ces valeurs qui sont donc retenues.

Par ailleurs le préfet a décidé de retenir également une zone D.

2 Le zonage correspondant

Les courbes de bruit ont été tracées pour les court, moyen et long termes. Celles du long terme enveloppent celles des autres termes et correspondent donc à l'avant-projet de PEB

Le plan joint indique le zonage résultant des hypothèses décrites précédemment.

La zone A est limitée par le L_{den} 70.

La zone B maximale est limitée par le L_{den} 62 ; les limites correspondant aux indices intermédiaires sont tracées jusqu'à l'indice L_{den} 65 qui délimite la zone B minimale.

Il en est de même pour la zone C qui s'étend au maximum à la zone limitée par le L_{den} 55, les limites d'indices L_{den} 56 et 57, ce dernier correspondant à la zone C minimale, sont également tracées.

La zone D va de la limite de la zone C à la valeur 50 du L_{den} .

LA PROCEDURE DE REVISION DU PEB

1. Phase d'étude et préliminaire

La première phase de la procédure de révision du PEB consiste à mener les études techniques. Elles ont été conduites sous l'autorité du préfet.

L'étape suivante est la consultation de la CCE pour le choix des indices limites des zones B et C. Cette consultation a eu lieu le 17 mai 2005.

2. Phase administrative

La phase administrative se subdivise elle-même en deux temps. Le premier est consacré aux consultations des collectivités et organismes concernés, le second à l'enquête publique qui précède l'approbation du PEB.

a) Consultations

Consultations des communes ou établissements publics de coopération intercommunale concernés

Le préfet du département notifie la décision de réviser le PEB et communique le projet correspondant. La consultation permet aux communes de prendre connaissance du dossier, de s'informer et de dialoguer avec l'administration avant de formuler leur avis officiel. La durée de cette consultation est fixée par la réglementation à deux mois.

A compter de la décision d'élaboration ou de révision du PEB, le préfet peut, par arrêté, délimiter les territoires à l'intérieur desquels s'appliqueront par anticipation, pour une durée maximale de 2 ans, les dispositions relatives aux zones C et éventuellement D si elle existe.

Consultation de la commission consultative de l'environnement de l'aéroport.

Après réception des avis des communes, le préfet consulte la commission consultative de l'environnement qui formule son avis sur le projet communiqué.

b) Enquête publique et approbation

Le projet de PEB éventuellement modifié suite aux consultations est ensuite soumis à enquête publique, organisée par le préfet. La durée minimale de l'enquête est d'un mois, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur intervenant au plus tard dans un délai d'un mois à l'issue de la clôture de l'enquête. Le projet de PEB est éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique.

L'approbation est prononcée par le préfet du département concerné et notifiée, avec l'envoi du PEB approuvé, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale concernés.

LA PROCEDURE DE REVISION DU PEB

	étapes	acteurs
Phase d'études	Etudes techniques	Direction de l'aviation civile Syndicat mixte Direction départementale de l'équipement
	Éventuellement, information informelle des collectivités locales et de la commission consultative de l'environnement de l'aéroport	Préfet
	Consultation de la CCE sur le choix des indices limites des zones B et C	Préfet
	Notification de la mise en révision du PEB*	Préfet
Phase administrative	Consultation des communes (2 mois)	Préfet
	Consultation de la Commission consultative de l'environnement	Préfet
	Finalisation du PEB	Direction de l'aviation civile Syndicat mixte Direction départementale de l'équipement
	Enquête publique	Préfet Commission d'enquête
	Approbation	Préfet

* Possibilité à ce stade de mise en application anticipée.

NOTE DE PRESENTATION DES DEPARTS AUX INSTRUMENTS DE L'AERODROME DE VALENCE-CHABEUIL

Depuis la mise en service le 18 mars 2003, d'un nouveau dispositif de circulation aérienne dans l'ensemble de la région autour de Lyon Saint Exupéry, il s'est avéré utile d'étudier des adaptations de détail des procédures de circulation aérienne et en particulier des procédures de départ de l'aérodrome de Valence Chabeuil.

Le but de cette étude est de formaliser des trajectoires de départ vers l'Ouest, pour faciliter les coordinations entre les différents services de contrôle.

Ces trajectoires, pour les décollages au Nord et au Sud permettent de raccorder plus aisément les voies aériennes.

Les trajectoires de montée initiale sont inchangées :

- Pour la trajectoire Nord , le virage vers l'ouest est effectué aux environs de 4 km de l'aérodrome.
- Pour la trajectoire Sud , le virage vers l'ouest est effectué aux environs de Beaumont les Valence.

Ces trajectoires ne sont pas contradictoires avec les hypothèses prises en compte dans le PEB, les virages débutant en dehors de la zone D

